REPUBLIQUE FRANÇAISE


Candidat : Paul RICOLFI


Suppléant : Paulette NICOLI

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 4 MARS 1973

1re Circonscription des Alpes-Maritimes

Centristes Indépendants

CANDIDATURE

Paul RICOLFI

Ingénieur Civil des Mines
Chevalier de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre 1939-45

SUPPLEANT :

Paulette NICOLI

Conseiller Municipal de la Ville de Nice
Président de l'Union des Syndicats
des Restaurateurs-Limonadiers de Nice

Chères Concitoyennes, Chers Concitoyens,

Le 4 mars, vous accomplirez votre devoir civique en votant pour le candidat de votre choix qui, s'il était élu, devrait vous représenter à l'Assemblée Nationale. Je sais que beaucoup d'entre vous voudraient pouvoir voter pour un candidat non communiste, non inféodé à un parti, qui soit un honnête homme, compétent, dévoué au bien public. C'est ainsi que j'ai été amené à me présenter à vos suffrages, pour vous servir, en servant notre cité et notre pays, en défendant les conceptions suivantes :

POLITIQUE INTERIEURE

Nos institutions

— Maintien de notre Constitution votée par le peuple français.

— Création de grandes régions, dotées d'assemblées politiques élues au suffrage universel, afin de pouvoir déterminer où doit aller l'argent, dont elles seront comptables devant les électeurs. Maintien des départements.

— Défense des intérêts particuliers légitimes de Nice et des Alpes-Maritimes devant ceux de Marseille, comme devant ceux de la bureaucratie de Paris.

Nos libertés et les Droits de l'Homme

— Droit à la vie, à la santé, à la sécurité, à la vieillesse, à l'instruction, à l'information, à l'emploi, au logement, à la justice, à une existence décente.

Respect de toutes libertés

— Liberté de pensée, de presse, de religion, d'enseignement (garantissant la liberté de pensée), de réunion, d'association (syndicats), d'entreprise, liberté d'exercer une activité économique indépendante.

POLITIQUE SOCIALE

Dans un pays évolué comme le nôtre, tout homme doit pouvoir, par son travail, dans un climat de liberté et de justice, mener une vie active normale, puis avoir une vieillesse décente. Les résultats du travail doivent bénéficier à tous. Un vrai progrès social doit, au moins, nous faire rattraper notre retard :

— S.M.I.C. à 1.000 F par mois tout de suite.
— Promotion du travailleur salarié (formation, information, responsabilité).
— Egalité effective des salaires des hommes et des femmes à égalité de travail.
— Retraite à 60 ans.
— Protection de l'enfance et de l'adolescence.
— Statut de la mère de famille.
— Indexation des allocations familiales sur le S.M.I.C.
— Politique de logement pour tous avec priorité aux logements sociaux, donnant, par surcroît, du travail à notre industrie du bâtiment.
— La faiblesse de nos équipements hospitaliers est une honte qui doit cesser.
— Pour tous nos vieux, pas d'aumône, mais des ressources minima honorant leur labeur passé.
— Intégrons le plus possible le 3e âge dans la vie de la Cité et créons dans chaque quartier tous les foyers-logements nécessaires à ceux qui sont seuls. Par une aide publique permettons le maintien à domicile des vieux qui le désirent.
— Enfin, l'honneur de notre civilisation nous impose de nous occuper fraternellement des problèmes de tous les déshérités qu'elle fabrique, hélas, chaque jour.

POLITIQUE ECONOMIQUE

— Promotion de notre tourisme.
— Expansion par le plein emploi au profit de tous (jeunes et chômeurs à réintégrer par une formation professionnelle réaliste).
— Promotion d'une agriculture à l'échelle humaine.
— Accès au crédit pour tous, notamment les jeunes qui ont la volonté d'entreprendre.
— Respect du droit de propriété (la propriété devant se traduire par un « service ») et promotion des petites et moyennes entreprises.
— Les grandes sociétés nationales ou internationales ne doivent en aucun cas être des Etats dans l'Etat. L'économie doit être au service des hommes.
— L'argent de nos impôts doit financer par priorité les équipements collectifs de la Nation : écoles, hôpitaux, routes, téléphone, etc.

POLITIQUE DES PRIX

— Créer des conditions économiques et psychologiques nouvelles. Lutter contre le gaspillage et les mauvaises organisations.
— Supprimer la T.V.A. sur les produits alimentaires de première nécessité.
— Bloquer transitoirement les prix des services publics.

IMPOTS

— Appliquer, enfin, le principe « à revenu égal, impôt égal ».
— Arrêter l'augmentation inconsidérée des impôts et réviser radicalement notre fiscalité.
— Eliminer la patente. Il est paradoxal de payer d'abord pour travailler.
— Prise en charge par l'Etat des obligations locales lui incombant.

POUR LES DIFFERENTS GROUPES DE FRANÇAIS

— Défense et promotion prioritaires des commerçants, artisans, travailleurs indépendants, le problème étant particulièrement aigu à Nice.
— Réparations dues aux anciens combattants, aux invalides, aux déportés, aux pupilles, aux veuves, aux victimes de toutes nos guerres.
— Intégration totale et définitive des rapatriés sur les plans moral et matériel (amnistie, indemnisation), la solidarité nationale devant jouer pleinement.
— Promotion de la femme et de la jeunesse.
— Egalité des chances, par une école nouvelle.
— Droit de vote à 18 ans.
— Protection des consommateurs et des travaillleurs.
— Création d'une Cour de Justice Economique.
— Protection de la nature et lutte contre toutes les pollutions.

POLITIQUE EXTERIEURE

— Une Europe Occidentale unie et indépendante.
— Un Parlement Européen élu au suffrage universel.
— La paix dans le monde, par la justice.

CONTRE LE PARTI COMMUNISTE ET CONTRE LE PARTI DES SCANDALES DE LA MAJORITE ACTUELLE. POUR LA LIBERTE ET LA DIGNITE DE TOUS LES HOMMES. POUR UN DEVELOPPEMENT HARMONIEUX DE LA FRANCE ET DE TOUS LES FRANÇAIS.